

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Thillay
- **Prénom**
Philippe
- **Raison sociale**
Associations-et Territoires, en partenariat avec le Mouvement Européen de Seine-Maritime

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Les associations et l'Europe
- **Description de l'activité**
A l'occasion d'une assemblée générale de notre réseau, nous avons organisé une consultation sur le thème de la place par l'Europe aux associations
- **Date et heure**
mardi 10 juillet 2018 à 14h00
- **Lieu**
Parc Régional des Boucles de la Seine Normande
- **Nombre de participants**
20
- **Catégories de publics présents**
des dirigeants associatifs participants aux activités de notre réseau régional. Ils n'étaient pas nécessairement engagés sur les questions européennes.

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Nous avons animé cette rencontre en appui sur les responsables du Mouvement européen de Seine-Maritime

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
les associations, l'engagement bénévole
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - Pour mémoire
Un premier temps de réflexion a permis de vérifier qu'historiquement, la plupart des associations entretiennent un rapport positif à la construction européenne, que ce soit dans le secteur sportif, la Culture, le secteur social, la Jeunesse ou l'éducation...
Pour autant, le champ associatif n'est pas épargnée par la vague de scepticisme qui frappe la dynamique européenne.
 - 2eme temps: une tentative de diagnostic
 - ↳ Les institutions
Une fois encore, plusieurs participants ont souligné l'influence souvent négative des institutions françaises qui ont tendance à s'appropriier les bénéfices des initiatives européennes et à attribuer à l'Union Européenne les difficultés qu'elles rencontrent. Dans leur champ d'intervention, beaucoup d'associations, à l'exemple du Service Civique, ignorent la contribution importante des budgets européens.
Les participants ont également souligné la lourdeur des procédures administratives mises en place (pas toujours du fait des institutions européennes). Elles renforcent l'image technocratique de l'UE.
 - ↳ L'Europe, un fait acquis pour les jeunes
Selon plusieurs participants, pour la plupart des jeunes, l'Europe est un fait acquis qui ne nécessite pas une mobilisation particulière. La Paix serait établie de manière durable. La dimension fragile du consensus établi au cours des années 60, aujourd'hui n'est plus perceptible. C'est tout particulièrement vrai pour cette fraction importante de la jeunesse qui bénéficie des ouvertures européennes comme le Programme Erasmus +.
L'Europe apparaît pour beaucoup, comme un ensemble de dispositifs opérationnels qu'il s'agit d'activer au mieux. Les jeunes entretiennent, soulignent certains, un rapport consumériste à l'Europe.
Rapport souvent favorisé par l'Union elle-même qui enferme ses initiatives dans une dimension très utilitariste: exemple des contraintes "professionnalisantes" du Programme Erasmus.
L'enjeu politique n'est plus très présent, d'autant que le temps fait son œuvre. On a commenté des chiffres faisant apparaître que 30 % des adolescents allemands ignorent qui était Hitler, que le Front National en France est le Premier Parti chez les jeunes.
 - ↳ Le vieillissement de certaines associations:
L'évolution des associations fait écho au désengagement des jeunes. L'idéal européen

issu de la Guerre ne fait plus autant "recette" auprès des responsables associatifs. On a notamment évoqué la situation difficile de certaines associations de jumelage. Les dirigeants vieillissent, s'usent, la mobilisation régresse.

} L'Union n'est plus un combat pour les associations

Dans les années 60 les associations et notamment les associations de jeunesse et d'éducation populaire avaient une dimension « politique » soutenue par l'Etat. Il s'agissait d'accompagner les citoyens dans le développement de la société industrielle, d'encadrer le mouvement social.

Au tournant des années 80 cette dimension a régressé au profit des aspects plus opérationnels. « L'appel à projet » a pris le pas sur la convention...

Cela explique sans doute pour partie, le relatif désengagement "politique" des associations. Les dirigeants "reproduisent les discours et les comportements des citoyens". Ils hésitent aujourd'hui à s'engager sur des thèmes trop clivants. Certaines associations vont même jusqu'à refuser tout engagement civique, comme l'encouragement à aller voter, par exemple.... Et si l'on prend en compte que mis bout à bout, les eurosceptiques représentent 49% de l'électorat français, on comprend mieux cette absence de mobilisation.

Les associations désertent les débats de société pour se replier l'action locale, très opérationnelle.

- **Pistes de proposition formulées**

} En direction des chefs d'état

- La mobilité au sein de l'Union Européenne est un vecteur essentiel à la construction de l'unité du territoire. Il est proposé que l'Europe soutienne cette éducation dès le plus jeune âge et pas seulement à partir de 15 ans comme c'est le cas aujourd'hui.

- L'Europe devrait davantage communiquer en direction des citoyens pour faire connaître ses initiatives. On a cité l'exemple de la Lutte contre l'illettrisme, initiative de l'Union qui a eu du mal à s'imposer dans certains Pays dont la France. Il faudrait notamment s'appuyer davantage, sur les outils de communication, établissant un contact direct avec le citoyen.

- Les chefs d'Etat devraient s'engager à simplifier les procédures administratives et les rendre plus transparentes pour les citoyens

} En France

A l'échelle de la France, il est proposé que les pouvoirs publics (Etat-Régions) redonnent une dimension "politique" au projet européen. Il est nécessaire de davantage soutenir les porteurs de « sens ».

La France doit à nouveau mettre en avant la cause européenne, en s'appuyant sur des thématiques porteuses auprès des jeunes comme notamment, la solidarité, l'environnement, le climat, la mobilité...

} Les propositions pour les associations

Les associations doivent être encouragées à ouvrir le projet associatif vers les territoires, la mobilité, la rencontre de l'autre. Ces dimensions doivent davantage être prises en compte dans les orientations politiques des Pouvoirs publics.

Il est nécessaire, en tout cas pour les associations qui servent l'intérêt général, de

renouer avec l'engagement "politique", ce qui ne veut pas dire politicien.

Dans cette perspective, la MJC de la Région d'Elbeuf a indiqué l'accueil, à la rentrée de Septembre dans le cadre du volontariat européen, de 5 jeunes volontaires. L'une de leurs missions sera d'aller à la rencontre des jeunes "immobiles". L'association Alegra a indiqué son intention d'organiser sur le territoire de l'agglomération d'Evreux plusieurs consultations citoyennes.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
si les participants étaient tous impliqués dans la vie associative, ils n'étaient pas dans leur majorité, impliqués dans les débats européens.

Un constat important, les dirigeants associatifs qui pendant des années en France ont été des sympathisants actifs de la dynamique européenne ont marqué le pas ces dernières années.

Plusieurs interventions ont regretté la dérive technocratique tant des instances européennes que françaises. il est plus difficile pour les dirigeants associatifs de porter les valeurs de l'Union Européenne auxquelles pourtant la plupart adhèrent